

Fusion avec DSM Comment Genève a perdu le siège de Firmenich

Groupe familial plus que centenaire, le fabricant d'arômes et de parfums passe sous influence hollandaise.

Roland Rossier

Publié aujourd'hui à 06h00



Pour l'heure, aucun emploi ne passe à la trappe, assure Firmenich qui salarie 1400 personnes à Genève, entre son site de Satigny (photo) et son usine de La Plaine (commune de Dardagny).

Martial Trezzini/KEYSTONE

Il est des mariages dont on ne sait pas s'ils vont durer dans la longueur. Ni si un des partenaires prendra en définitive la direction du foyer. Surtout si les conjoints – Firmenich la genevoise et DSM la hollandaise – ne se connaissent pas véritablement. Comme dans chaque opération de rapprochement, des rapports de force vont s'établir au sein du conseil d'administration et de la direction, dans le cas présent entre les représentants d'une firme familiale genevoise dont l'origine remonte à 1895 et ceux d'une société cotée en bourse.

CEO de 2002 à 2014, Patrick Firmenich représente la quatrième génération à avoir dirigé la compagnie. Mais aucun Firmenich n'occupe plus de fonction de premier plan. La plupart des 45 actionnaires de la compagnie, appartenant tous à la famille élargie, ont choisi d'autres chemins. Un vide s'installait. Des rumeurs régulières faisaient état d'un rapprochement entre Firmenich et son éternel rival genevois, Givaudan. Mais une fusion entre les deux industriels aurait sans doute échoué face aux impératifs du droit de la concurrence. Et la casse sociale aurait été importante dans un canton qui n'a toujours pas oublié la suppression de 1250 emplois, il y a dix ans, dans le sillage de la vente de Serono, contrôlée par la famille Bertarelli, à l'allemand Merck.

Pour l'heure, aucun emploi ne passe à la trappe, assure Firmenich qui salarie 1400 personnes à Genève, entre son site de Satigny et son usine de La Plaine (commune de Dardagny). Reste à savoir ce qui se passera dans les années à venir. Genève a perdu le siège de la future entité, qui sera situé en Argovie. DSM, propriétaire de 65,5% du capital (Firmenich devant se contenter de 34,5%) tiendra le couteau par le manche. Et au conseil d'administration, responsable de la stratégie? Seuls trois des douze membres du futur cénacle seront issus de la famille (l'ancien CEO Patrick Firmenich, Antoine Firmenich, André Pometta). Un quatrième, l'ancien CEO de Lonza Richard Ridinger

aujourd'hui membre du conseil du groupe genevois, sera aussi de la partie. Le rapport de force penchera donc nettement du côté des Bataves.

L'affable Gilbert Ghostine, actuel CEO de Firmenich, se veut rassurant: «Nous avons construit à Genève un écosystème très puissant. Rien ne va changer. Avec cette fusion qui devrait être effective au cours du premier semestre 2023, nous avons créé, en Suisse, le leader mondial pour la nutrition, la beauté et le bien-être.» Firmenich continuera à gérer depuis Genève 75% de ses brevets et, ajoute-t-il, «nous avons investi à Genève 200 millions de francs ces quatre dernières années, dont 40 millions dans notre usine de La Plaine.»



«Avec cette fusion qui devrait être effective au cours du premier semestre 2023, nous avons créé, en Suisse, le leader mondial pour la nutrition, la beauté et le bien-être» assure le CEO Gilbert Ghostine.

Lucien FORTUNATI

Mais pourquoi n'avoir pas établi la holding à Genève plutôt qu'en Argovie? «J'ai personnellement négocié cette transaction, détaille Gilbert Ghostine. Nous nous sommes assurés que la future entreprise aurait une gouvernance suisse. Cela n'a pas été évident car les médias hollandais se sont montrés critiques chaque fois que le siège d'une grande entreprise était déplacé, à l'exemple de Shell ou d'Unilever. Nous avons ensuite pris une décision pragmatique en choisissant Kaiseraugst (AG), où DSM possède déjà son siège, sachant que cette entreprise existe en Suisse depuis 1930 et y emploie 2300 personnes.»

Satigny inquiète

La messe étant dite, les contacts avec le gouvernement genevois sont restés très formels. La cheffe des Finances, la conseillère d'État Nathalie Fontanet, a été mise au parfum en amont de manière confidentielle dans le cadre des conséquences fiscales de l'opération. «L'information concernait une décision déjà prise par l'entreprise et ne laissait aucune place à de la négociation», souligne-t-on au sein du Département des finances.

Un bénéfice brut de 900 millions

Et comment perçoit-on cette opération au sein de **la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**? «D'un point de vue économique, cette opération s'inscrit dans une logique de croissance et fait parfaitement sens avec 28'000 employés et un chiffre d'affaires consolidés de 11 milliards», relève **Vincent Subilia, son directeur général**. Mais il exprime aussi deux craintes: «Le transfert du siège suisse en Argovie, et donc l'éloignement d'une société emblématique du tissu économique genevois, et le fait

qu'une entreprise familiale se fonde dans un groupe coté en bourse – et qui plus est à Amsterdam –, lié en termes d'exigences de rentabilité à plus court terme et exposé à la volatilité des marchés financiers. Avec cette opération, on change de logiciel.» Firmenich sera donc soumise à la pression de ses futurs actionnaires dont plusieurs fonds financiers qui n'auront guère d'états d'âme. Et elle devra se plier à divulguer plus de données, à l'exemple d'un coquet bénéfice brut (ou plus exactement un Ebitda) de 900 millions de francs.

La perte du siège aura naturellement un impact non seulement sur les finances cantonales, mais aussi sur celles de la commune de Satigny (*lire notre encadré ci-dessous*), qui n'a pas été informée par la direction de la compagnie. Idem pour les syndicats. «Dans les 17 pages de leur communiqué, il n'y a aucune phrase qui concerne le personnel!» se désole Nuno Dias, secrétaire syndical chez Unia.

La famille Firmenich a commencé à se désengager avec la nomination de Gilbert Ghostine à la tête du groupe, en 2014. Trois ans plus tard, elle vendait son site historique de la Jonction, pour 70 millions de francs, à la Caisse de pension de l'État de Genève. Aujourd'hui, c'est son siège qui sera déplacé. «Le centre de décision, c'est la clé de voûte de toute société», résume le patron d'une entreprise familiale genevoise centenaire, qui tient vaille que vaille à rester indépendante et située dans le canton.